

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Etat-civil: 20 000 actes de naissance à délivrer d'ici fin décembre

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

20 000 actes de naissance pourront être délivrés, d'ici fin décembre, aux enfants qui en sont dépourvus. Le gouvernement gabonais, les Nations unies et les partenaires au développement accordent du prix à l'aboutissement de ce projet. Raison pour laquelle la ministre de la Justice, garde des Sceaux, chargée des Droits humains, Erlyne Antonella Ndembet-Damas et le coordonnateur résident du système des Nations unies au Gabon, Stephen Jackson, ont tenu une séance de travail, le mardi 22 septembre dernier, en présence des représentants des Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et pour la population (FNUAP). Les deux personnalités ont échangé sur la nécessité de coordonner les actions pour l'aboutissement de cette opération. Pour

cela, a relevé Stephen Jackson, quatre préalables sont essentiels: l'harmonisation des frais des jugements supplétifs, l'aboutissement du projet en cours de modification de l'article 169 du Code civil relatif aux délais de déclaration des naissances, l'adoption d'une mesure exceptionnelle permettant de rallonger la validité des jugements supplétifs au-delà de l'année où ils ont été délivrés et la mobilisation des équipes du ministère.

Pour sa part, la ministre de la Justice a évoqué la nécessité de tenir compte des expériences du passé et des réalités du terrain. Erlyne Antonella Ndembet-Damas a indiqué que cette opération ne pouvait réellement se faire qu'avec le concours de tous les acteurs concernés, au-delà du ministère de la Justice. Disposée et déterminée à faire avancer les choses, la garde des Sceaux n'a pas manqué de souligner que la réflexion sur cette question des



Photo: DR

L'échange entre la ministre de la Justice, Erlyne Antonella Ndembet-Damas et le coordonnateur résident du système des Nations unies au Gabon, Stephen Jackson.

enfants sans actes de naissance devait déboucher sur la proposition d'une solution définitive. Par ailleurs, les aspects liés au financement de l'opération et des diverses commodités ont été

abordés. Le Premier ministre va être saisi en vue de l'organisation des réunions élargies aux ministères de l'Intérieur, de la Défense nationale et des Affaires sociales. Rappelons que cette opération

constitue le prolongement de celle engagée entre 2017 et 2018, et au cours de laquelle 15 000 dossiers d'enfants sans actes de naissance avaient été traités. Il en reste encore 7 400.

Le clin d'œil de **lybek**



"Satram n'est plus en grève"

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

HIER, lors de sa rencontre avec la presse dans les locaux du personnel sis à Owendo, le délégué du personnel de la Société d'acconage et de transport maritime (Satram), Nicaise Edzang, a annoncé : "Satram n'est plus en grève". Il en veut pour preuve, la bonne marche des activités à Libreville et surtout les nouveaux investissements et contrats que l'entreprise a obtenus ces dernières années.

"Satram a traversé une période assez compliquée. Heureusement, la nouvelle direction générale essaie, tant bien que mal, de surmonter ces difficultés, grâce à l'appui des autorités judiciaires de notre pays, depuis que nous sommes en redressement judiciaire", a-t-il indiqué. Et M. Edzang d'ajouter : "nous avons connu pas mal de maux, notamment les problèmes de succession qui sont désormais



Photo: SNN

Le délégué du personnel de Satram, Nicaise Edzang, lors de sa communication.

loin derrière nous. Les grèves à répétition que la direction générale tente d'enrayer, les mois d'impayés de salaires qui ont été minimisés... À Libreville, le travail se passe normalement sur nos différents sites. Le seul endroit où il y a quelques troubles, c'est à Port-Gentil, où 12 délégués du personnel et quelques employés observent un sit-in

sur le site de Satram. Bien que leur mouvement ait été reconnu illicite par la justice. La direction les a appelés à la négociation, mais sans succès." Et de relativiser: "Nous ne disons pas que tout va pour le mieux à Satram, il y a encore des problèmes. Mais, nos responsables s'attellent à les éradiquer au quotidien."